

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 27 Mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCKMEIER FRANCE

ZI La Haie des Cognets

35136 Saint-Jacques-de-la-Lande

Références : UD35/2024-181

Code AIOT : 0005503765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement STOCKMEIER FRANCE implanté 3, rue de la Buhotière - 35136 SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKMEIER FRANCE
- 3, rue de la Buhotière - 35136 SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE
- Code AIOT : 0005503765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site exploité par la société Stockmeier France sur la commune de Saint-Jacques de la Lande est

spécialisé dans la formulation et la distribution de productions chimiques.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 - Shunt
- Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

Référentiel réglementaire :

- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (NOR : DEVP1025930A)
- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement (NOR : DEVP1316983A)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Principes généraux de prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Demande d'action corrective	8 mois
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de gestion de la sécurité (SGS) mis en place par l'exploitant intègre différentes procédures permettant d'encadrer les projets de modification ou d'intervention pouvant

notamment avoir un impact sur la disponibilité des barrières de sécurité et des mesures de maîtrise des risques (MMR). L'inspection note toutefois des incohérences dans le processus d'identification des MMR mettant en lumière la nécessité de mettre à jour l'étude de dangers du site ainsi que de transmettre la notice de réexamen quinquennale. L'inspection a par ailleurs identifié certains points pouvant constituer des écarts dans l'application de l'organisation prévue et pour lesquels un retour est attendu de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
<p>Constats :</p> <p>Le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) de la société Stockmeier prévu par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 est défini par la procédure générale "Fonctionnement du SGS" référencée PR-QHSE-Fonctionnement du SGS et dont la dernière mise à jour date du 27 novembre 2018.</p> <p>Pour répondre à l'exigence de mise en œuvre d'une organisation permettant de maintenir une prévention des risques effective y compris dans une situation transitoire ou dégradée, le SGS s'appuie sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure PR-QHSE-INTRV ZONE SGS qui fixe les règles générales d'intervention et notamment les critères impliquant la réalisation d'une analyse d'impact approfondie, - le document DOC-QHSE-FICHE MODIF MAINT SECTEUR SGS dit fiche « modification » qui constitue le document de référence pour la réalisation de l'analyse des risques. De manière plus complète, ce document intègre les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • la zone concernée par la modification • le type de modification • le schéma ou descriptif de la modification • l'analyse des risques associés à la modification • la nécessité d'activer ou non des mesures conservatoires particulières (EIPS concerné ou non) • les administrations averties lors de la mise hors service des Équipements Importants Pour la Sécurité (EIPS) • l'habilitation EIPS obligatoire en cas d'intervention effectuée par une société extérieure sur un EIPS • le constat de fin de travaux avec mise à jour des plans. • le redémarrage des EIPS et levée des mesures conservatoires <p>Le déroulement de la procédure complète est conditionnée au type d'intervention (maintenance, travaux neufs...), au secteur géographique au sein duquel aura lieu l'opération, ainsi qu'aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Impact sur EIPS, • Risque incendie / explosion, • Modification des équipements en place dans la zone, de manière temporaire ou définitive <p>En cas de mise hors-service d'une Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) associée à l'intervention, des mesures conservatoires ont été pré-identifiées dans la procédure précitée et sont reprises le cas échéant au sein de la fiche « modification ».</p> <p>La fiche « modification » est visée par le service émetteur avec validation au préalable par le service HSE. En fin d'intervention, le service émetteur confirme la bonne finalisation des travaux et le service HSE émet une validation finale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les documents : <ul style="list-style-type: none">- PR-QHSE-INTRV ZONE SGS qui fixe les règles générales d'intervention et notamment les critères impliquant la réalisation d'une analyse d'impact approfondie,- DOC-QHSE-FICHE MODIF MAINT SECTEUR SGS ou fiche « modification » qui constitue le document de référence pour la réalisation de l'analyse des risques, sont bien intégrés au SGS en application de la procédure « PR-QHSE-Fonctionnement SGS ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : En matière de surveillance des performances et d'amélioration continue, le SGS s'appuie notamment sur : <ul style="list-style-type: none">• la base de suivi des non-conformités de chaque site (base FNC),• le taux d'indisponibilité des MMR,• le nombre d'incidents SGS. Lors du contrôle, l'exploitant a précisé à l'inspection que la base FNC n'intégrait pas systématiquement les indisponibilités des MMR. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'indicateur du taux d'indisponibilité MMR n'était plus suivi car non pertinent.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son SGS afin qu'il décrive les modalités de suivi de la performance des barrières de sécurité et des MMR de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Principes généraux de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : Etude de dangers. Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
<p>Constats :</p> <p>Le site Stockmeier de Saint-Jacques de la Lande fait l'objet d'une étude de dangers dont la dernière mise à jour date de janvier 2017. Cette étude de dangers permet d'identifier, au travers de l'étude des phénomènes dangereux pouvant se produire sur le site, les différentes barrières de sécurité et des MMR nécessaires à la maîtrise de ceux-ci à des niveaux de criticité acceptables. Au travers de l'examen des différents documents, l'inspection identifie des incohérences entre les différentes barrières de sécurité et MMR identifiées dans l'EDD et les MMR retenues dans les procédures associées au SGS.</p> <p>A titre d'exemple, pour le phénomène dangereux n°1 (feu de nappe) au sein de la zone de dépotage, l'étude de dangers valorise 7 MMR au niveau du « nœud papillon » pour in fine n'en retenir, sans le justifier, que 2 dans la conclusion de son étude : la rétention et l'arrêt d'urgence. Dans le SGS, au travers de sa procédure « PR-QHSE-Fonctionnement SGS », l'exploitant retient au sein de sa section « identification des MMR » le système de mise à la terre du camion et la pomperie incendie comme MMR associées au phénomène dangereux n°1.</p> <p>D'autres incohérences de ce type ont été également identifiées pour les autres phénomènes dangereux. L'exploitant a alors indiqué à l'inspection que ces incohérences étaient certainement dues à des défauts dans la mise à jour des documents.</p> <p>L'inspection considère qu'il appartient à l'exploitant d'identifier de manière claire l'ensemble de ses barrières de sécurité et MMR, condition préalable indispensable à leur intégration au sein de son SGS en vue d'assurer leurs pleines disponibilités et performances.</p> <p>De manière générale, l'inspection identifie que l'étude de dangers, dont la dernière version date de janvier 2017, doit faire l'objet d'une notice de réexamen quinquennale et d'une mise à jour complète. Ceci permettra d'intégrer les mises à jours des phénomènes dangereux associés aux risques de mélanges incompatibles (avec la prise en compte des dispositifs en cours d'installation). Cette mise à jour sera également l'occasion de procéder à la révision des nœuds papillon associés aux scénarios accidentels sur la base d'une méthodologie reconnue. A partir de cette nouvelle version de l'étude de dangers, il appartiendra à l'exploitant de mettre à jour son SGS pour prendre en compte les différentes évolutions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection la notice de réexamen quinquennale ainsi que l'étude de dangers et le SGS mis à jour avant la fin de l'année 2024. Les compléments spécifiques aux risques de mélanges incompatibles sont quant à eux attendus dans le courant du premier semestre 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
Constats : <p>La procédure PR-QHSE-INTRV ZONE SGS identifie les mesures compensatoires à mettre en place dans le cas d'une indisponibilité d'une barrière ou d'une MMR. Les barrières de sécurité / MMR pour lesquelles des mesures compensatoires ont été identifiées sont : les prises de terre, les explosimètres, la vanne de barrage, le bassin de confinement, les vannes déluge, les compresseurs, les détecteurs infra-rouge, la pomperie et l'émulseur.</p> <p>Concernant les mesures compensatoires identifiées l'inspection note que l'exploitant n'a pas identifié certaines situations, par exemple le dysfonctionnement simultané :</p> <ul style="list-style-type: none">• de plusieurs détecteurs infra-rouge,• de la pomperie incendie du site avec celle de Triadis,• des deux compresseurs. <p>Par ailleurs, l'inspection note que :</p> <ul style="list-style-type: none">• la mesure compensatoire consistant à la constitution d'un stock de pièces de rechange permettant de palier à une panne des systèmes de détection infra-rouge présents sous les auvents n'est plus d'actualité suite au changement récent de l'installation,• la mesure compensatoire consistant à la mise en place d'un explosimètre mobile n'est pas recensée alors que cette mesure a été retenue lors de l'indisponibilité des explosimètres en décembre 2022 causée par la défaillance de la carte mère du système. La mesure compensatoire prévue dans le SGS consiste, dans le cas où plus de 2 détecteurs seraient indisponibles, à l'arrêt des activités de conditionnement et de fabrication du secteur. <p>Lors de l'inspection, l'inspection a examiné par sondage plusieurs fiches d'intervention relatives à des indisponibilités de barrières de sécurité et de MMR. L'inspection a ainsi noté que :</p> <ul style="list-style-type: none">• la fiche d'intervention relative au remplacement du système de détection infrarouge avait été clôturée alors que le nouveau système n'avait toujours pas été réceptionné par la réalisation de l'essai normalisé APSAD R7. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il avait toutefois procédé à des essais « lampe » avant de clôturer la fiche,• certaines fiches ne comportaient pas de signature ou de date,• lorsque l'émetteur de la fiche est le service HSE, celles-ci ne bénéficient pas d'un contrôle de 2ème niveau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra le document assurant la traçabilité des essais « lampe » effectués suite au remplacement de l'installation de détection infra-rouge et se positionnera sur les ajustements à apporter à son organisation compte tenu des différents constats de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise en œuvre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a sollicité l'exploitant pour qu'il effectue un essai de fonctionnement de l'explosimètre n°8 situé dans le local « Feige ». Cet essai est réalisé suivant la procédure SGS DOC-EXP-ESSAI-HEBD-RNS qui prévoit l'utilisation d'une bouteille de gaz test associé à un flexible et d'un embout permettant de faire déclencher les explosimètres et les asservissements associés. Lors de l'essai, il a été identifié qu'un des asservissements, le gyrophare rouge extérieur, n'était pas fonctionnel. L'exploitant a alors précisé qu'il était a priori également défaillant lors du dernier contrôle mais le rapport d'essai associé n'en faisait pas mention.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant précisera à l'inspection ses conclusions sur cet aléa et sur les raisons qui ont conduit à ne pas faire mention de ce dysfonctionnement dans le dernier rapport d'essai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation générale
Prescription contrôlée : 4. Conception et gestion des modifications Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.
Constats : Lord de la visite, l'inspection s'est intéressée à la bonne application du SGS au regard de la modification en cours au niveau du poste de dépotage A2 consistant en l'installation d'un skid de dépotage assurant un contrôle du produit avant de procéder à son transfert vers les cuves de stockage. L'objectif est d'éviter une erreur pouvant engendrer un mélange incompatible et le dégagement de vapeurs toxiques. L'exploitant a précisé à l'inspection ne pas avoir procédé à l'ouverture d'une fiche modification car les critères associés n'étaient pas remplis. Pour autant, l'inspection note que la procédure PR-QHSE-INTRV ZONE SGS prévoit le déroulement complet de la procédure et l'ouverture d'une fiche modification dans le cas où les critères suivants seraient remplis : <ul style="list-style-type: none">· toutes interventions interne et externe en rapport avec la réalisation de travaux neufs dans la zone ou à proximité de la zone concernée, notamment dans la zone A2· les travaux modifient l'implantation des équipements en place dans la zone, de manière temporaire ou définitive Les critères précités semblant être remplis, l'inspection s'interroge sur la raison pour laquelle une fiche modification n'a pas été renseignée. Cette fiche aurait notamment été l'occasion de préciser les conditions de mise en service du nouvel équipement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se positionnera sur ce constat et précisera notamment les conditions permettant la mise en service du nouveau matériel suite à la validation du caractère opérationnel des fonctionnalités définies dans le cahier des charges. Par ailleurs, l'exploitant présentera à l'inspection le fonctionnement technique et organisationnel des possibilités de shunt de ce matériel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois